



Dossier de presse



ALIMENTERRE

Un monde sans faim
pour un développement durable

du 12 au 20 octobre 2002
Événements et débats

Paris (Cité des sciences et de l'industrie)
Rambouillet
Besançon
Lille
Lyon
Montpellier
Clermont-Ferrand
La Roche-sur-Yon
Florac
Villeneuve-sur-Lot
Angoulême
Dijon

Coordination nationale :

CFSI, 32 rue Le Peletier
75009 Paris . tel : 01 44 83 88 50
e.mail : gillet@cfsi.asso.fr

programme disponible sur www.cfsi.asso.fr

Contact presse

Valérie Pérès
Tel : 01 46 05 07 29 – 06 11 73 71 86
e.mail : valerie.peres@vpconseil.com

Sommaire

Éditorial : Pour vivre et se développer, se nourrir	page 3
ALIMENT TERRE 2002 à Paris	page 4
ALIMENT TERRE 2002 dans les régions	page 5
La faim dans le monde : pourquoi ?	page 6
La faim dans le monde : que faire ?	page 7
La faim dans le monde : quelques chiffres	page 8
Sécurité alimentaire et développement durable	page 10
ALIMENT TERRE 2002 à l'école, dans les cantines, Les centres de loisirs...	page 11
Le Comité Français pour la Solidarité Internationale	page 12

Pour vivre et se développer, se nourrir

Cela ressemble fort à une évidence. Mais, puisqu'on aura largement commenté ces dernières semaines l'événement mondial qu'a constitué le Sommet de Johannesburg, il est sans doute bon de rappeler que, durable ou non, il n'y a pas de développement pour qui a faim !

Ils sont plus de 800 millions dans le monde à souffrir de la faim et les trois quarts d'entre eux, 600 millions, sont des paysans. Alors qu'ils devraient pouvoir nourrir leurs concitoyens, ceux-ci ne parviennent même pas à nourrir leur propre famille...

ALIMENTERRE, événement-phare de notre campagne pour le droit à une alimentation saine et suffisante, porte cette année un double message : pas de développement durable sans une action déterminée pour réduire la faim et la pauvreté ; pas de réduction de la faim sans protection des agricultures paysannes dans les pays en développement.

Pour informer et sensibiliser un public toujours plus nombreux, nous serons présents à Paris à la Cité des sciences et de l'industrie et, avec plus de soixante organisations, dans plusieurs villes de France. Et cette année, un effort tout particulier sera mené en direction des enfants et des jeunes en milieu scolaire.

Si **ALIMENTERRE** apporte une réelle contribution au débat sur l'avenir du monde et les interdépendances entre le Nord et le Sud, si **ALIMENTERRE** parvient surtout à faire avancer l'action contre ce fléau de la faim, ce sera grâce à la mobilisation de tous : acteurs locaux, membres des associations de solidarité, enseignants, bénévoles, élus, agriculteurs, représentants des organisations professionnelles, journalistes... C'est à l'intention de ces derniers que ce dossier a été préparé. D'avance, merci.

Yves Berthelot
Président du CFSI

ALIMENTERRE 2002 à Paris, Cité des sciences et de l'industrie Du 15 au 20 octobre

Du mardi 15 au dimanche 20 octobre, ALIMENTERRE est accueilli par la Cité des sciences et de l'industrie, dans le cadre de la Fête de la Science.

Pendant toute la semaine

« **Voyage en terre nourricière** », itinéraire thématique en quatre étapes, animé par des acteurs de solidarité : « Réalités de la faim : état des lieux », « Produire et transformer : une agriculture familiale durable », « Vendre et consommer : un marché équitable pour une alimentation saine et suffisante » et enfin « comment agir ? »

Jeux et animations : contes, jeux, arts plastiques, histoires d'eau, petits déjeuners solidaires, le loto des saveurs du monde ...

Rencontres avec des producteurs du sud et des acteurs de développement

Mercredi 16 octobre, Journée Mondiale de l'Alimentation

Journée spéciale « enseignants et centres de loisirs » pour informer et former à l'éducation au développement centré sur la sécurité alimentaire dans le monde (le même jour, une action spécifique est organisée dans les établissements scolaires - voir fiche plus loin).

Week-end du 19/20 octobre, Marché alimentaire et solidaire

« **Marché alimentaire et solidaire** » sur le parvis Sud de la Cité des sciences. Une vingtaine de stands présentent à la dégustation et à l'achat des produits venus du monde entier, issus de l'agriculture paysanne des pays en développement et du commerce équitable.

Forums-débats avec des acteurs impliqués dans les questions de sécurité alimentaire : représentants d'ONG et d'institutions spécialisées (FAO), agronomes et chercheurs, agriculteurs, syndicalistes, leaders paysans venus d'Afrique, Asie et Amérique Latine.

Plus de 40 000 personnes attendues durant le week-end.

Avec la participation de : l'association française pour la FAO, le Centre international de coopération pour le développement agricole (Cicda), le Secours Populaire Français (SPF), le Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural (GRDR), Vétérinaires Sans Frontières (VSF), SOS Sahel international, Solagral, Technologies pour le développement (Tech-Dev), Afrique Verte, Échoppe, Max Havelaar, Artisans du Monde, la Plate-forme Française pour le commerce équitable (PFCE), Ingénieurs Sans Frontières (ISF), le Ministère des affaires étrangères, l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), Solidarité laïque/Groupement des retraités éducateurs sans frontières (Gref), Société anonyme de gestion des eaux de Paris (SAGEP).

Et le soutien de la Mairie de Paris et de la SAGEP

Contact presse Cité des sciences et de l'industrie : 01 40 05 75 00

ALIMENTERRE 2002 dans les régions

Rambouillet, le 13 octobre

La Bergerie Nationale accueille ALIMENTERRE avec des dégustations et animations sur « agricultures et alimentation dans le monde »

(Contact : Martine FRANCOIS – Bergerie Nationale - 01 61 08 68 77)

Besançon, les 12 et 16 octobre

Marché alimentaire et solidaire, au cœur de la ville, dégustations et ventes plus différentes animations. « Cuisines d'Ailleurs » dans les restaurants universitaires.

(Contact : Emmanuel KOVARIK – Recidev – 03 81 41 05 87)

Lille, le 12 octobre

Marché Alimentaire et Solidaire sur la Place du Théâtre : dégustations, ventes et animations. Animations dans les écoles, collèges et lycées durant toute la semaine.

(Contact : Marie Lancelin - Cap Humanitaire - 03 20 53 20 64)

Montpellier, du 13 au 19 octobre

Débats en partenariat avec le CNEARC et le CIRAD (bilan des Sommets de Johannesburg et de Rome). « Cuisines d'Ailleurs » dans les cantines de la ville.

(Contact : Nathalie COLIN - Agropolis Museum - 04 67 04 75 14)

Clermont-Ferrand, du 13 au 19 octobre

Les marchés de la ville et des environs accueillent une animation alimentaire et solidaire, avec dégustations et forums citoyens.

(Contact : Céline Porcheron - Graine Auvergne – 04 73 70 79 24)

Près de La Roche-sur-Yon, du 13 au 19 octobre

Marché alimentaire et solidaire dans la commune de Venansault, parallèlement à une série d'animations et de débats.

(Contact : Christine Raiffaud - FR Civam - 02 51 47 83 75)

Dans le Cantal, le 17 octobre

Les établissements secondaires organisent des animations, débats et « Cuisines d'Ailleurs ».

(Contact : Mme Contensou - CCSI - 04 71 46 83 00)

Lyon, dans le cadre du salon Uniterre, du 18 au 20 octobre

Exposition et rencontre avec le public au centre commercial Pardieu

(Contact : Nicolas Eglin – Vétérinaires Sans Frontières – 04 78 69 79 59)

Florac, du 17 au 20 octobre

Animations sur le marché parallèlement à un cycle de débats.

(Contact : Christophe Probst - C.E.P - 04 66 65 65 65)

Villeneuve-sur-Lot, le 6 octobre

Le salon « Horizon Vert » ouvre un débat sur la sécurité alimentaire.

(Contact : Pierre Marieu - Association Horizon Vert - 05 53 40 10 10)

Dijon, le 26 octobre

Marché, dégustations et informations sous les halles centrales du marché.

(Contact : Laure Thibault – Artisans du Monde – 03 80 44 97 33)

Programme détaillé : www.cfsi.asso.fr

La faim dans le monde : pourquoi ?

- **800 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées (une personne sur huit)**
- **2 milliards de personnes souffrent de carences alimentaires graves (une personne sur trois)**
- **600 millions des sous-alimentés sont des paysans et leurs familles**

La pauvreté, cause première de l'insécurité alimentaire

À l'échelle de la planète, la production agricole suffirait en principe à nourrir ses habitants. Le véritable problème est celui de l'accès à la nourriture pour les populations pauvres car les ressources productives leur sont limitées (paysans sans terre, rareté de l'eau) ou qui ont des revenus insuffisants pour se procurer de quoi se nourrir. L'enjeu principal n'est donc pas de produire plus de nourriture mais d'en améliorer l'accès.

Les conflits, à l'origine des situations les plus graves

Destructions de récoltes et de stocks de semences, de moyens de production et d'infrastructures, déplacements massifs de population : les conflits, qu'ils soient de courte durée ou chroniques, engendrent généralement des situations de famine dramatique. La faim est parfois même utilisée comme une arme visant de façon spécifique les populations civiles.

Des agricultures très inégales

Dans les pays développés, la protection et l'industrialisation de l'agriculture ont permis de développer une productivité sans commune mesure avec celles des pays en développement. Là, l'immense majorité des paysans n'a pas les moyens d'accéder à la mécanisation et continue de travailler à la main, ne bénéficiant que très peu de la recherche agronomique.

Les effets néfastes de la libéralisation des échanges

Les producteurs les plus intensifs, bénéficiant de faibles coûts de production et soutenus par des subventions, ont accru les excédents agricoles exportés à des prix de plus en plus bas. Cette concurrence inéquitable a laminé le revenu des populations rurales au Sud, qui représentent encore souvent entre 60 et 70 % de la population totale. Réduits à la pauvreté et à la faim par la chute constante des prix agricoles, ces paysans et leurs familles sont réduits à l'exode vers les bidonvilles urbains.

L'aide alimentaire, une réponse ponctuelle

Si elle est nécessaire pour répondre à des situations d'urgence, en cas de conflit ou de catastrophe naturelle, l'aide alimentaire ne peut pas résoudre durablement le problème structurel de la faim lié à la pauvreté. De plus, la pratique a largement révélé ses effets pervers : détournement de l'aide et corruption, concurrence avec les filières locales, dépendance renforcée par les modifications des habitudes alimentaires.

La faim dans le monde : que faire ?

Soutenir en priorité l'agriculture paysanne

Dans beaucoup de pays, la sécurité alimentaire est indissociable de la défense de l'agriculture paysanne qui assure une production diversifiée, qui crée de l'emploi en milieu rural et qui est capable d'assurer une gestion durable des ressources et d'alimenter villes et campagnes avec des produits de qualité. Le soutien aux petits producteurs des zones rurales des pays du Sud et, en particulier, à leurs organisations locales ou régionales, doit donc être une priorité des actions de coopération et de solidarité.

Réorganiser les échanges agricoles...

Cette réorganisation peut commencer par l'arrêt notamment de la guerre des prix agricoles internationaux qui appauvrissent des millions de ruraux et provoquent chômage, misère et exode rural. Il faut avant tout garantir aux paysans des prix suffisamment élevés et stables pour qu'ils puissent vivre dignement de leur travail. Les produits agricoles ne sont pas des marchandises comme les autres et les enjeux de la sécurité alimentaire dans le monde sont trop importants pour les abandonner à la seule loi du marché... Il y a urgence à changer globalement les politiques agricoles et alimentaires et, pour cela, faire pression sur les responsables politiques nationaux, européens et les organisations multilatérales.

En maîtrisant la production au Nord...

C'est une condition indispensable pour que les autres pays puissent assurer leur propre sécurité alimentaire : réguler l'offre afin d'éviter le bradage des excédents et, donc, la concurrence déloyale avec les petits producteurs du Sud. C'est ce qui permettra de garantir les conditions d'approvisionnement sur les marchés mondiaux à des prix raisonnables pour les pays déficitaires. La maîtrise de la production peut prendre différentes formes : système de quotas (comme dans le secteur laitier européen), prix dégressifs en fonction des quantités produites ou modes de production moins intensifs.

Et en protégeant les marchés régionaux au Sud

Un des principes essentiels de la réorganisation des échanges doit être la création de marchés agricoles régionaux regroupant des pays ayant des niveaux de productivité agricole assez proches. La constitution de ces blocs permettra de mieux coordonner les politiques économiques et commerciales et de protéger les marchés régionaux contre toute importation d'excédents agricoles à bas prix par des barrières douanières. Ces espaces régionaux protégés permettront de reconquérir les marchés vivriers locaux et procureront des ressources pour lutter contre la pauvreté.

Sensibiliser l'opinion publique

Cet aspect n'est pas le moindre car beaucoup d'idées fausses sont ancrées dans les esprits sur cette question, notamment qu'il suffit d'envoyer sous forme d'aide nos excédents agricoles et alimentaires dans les pays qui en ont besoin. La campagne pour le droit à une alimentation saine et suffisante, dont ALIMENT**TERRE** est le moment fort entend participer activement à cet effort d'information.

La faim dans le monde : quelques chiffres

Faim et pauvreté

- **840 millions** de personnes dans le monde (dont 780 millions dans les pays en développement) sont victimes de sous-alimentation et **2 milliards** souffrent de carences alimentaires graves.
- **600 millions** des personnes sous-alimentées sont des paysans qui ne parviennent plus à nourrir correctement leur famille.
- **30 millions d'enfants** naissant chaque année dans les pays pauvres souffrent d'insuffisance pondérale à la naissance. La moitié des décès des enfants de moins de 5 ans est associée à la malnutrition.
- Sur les 6 milliards d'habitants que compte la planète, la moitié environ vit dans la pauvreté, avec un pouvoir d'achat équivalent à **moins de 2 euros** par jour.
- Au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, l'engagement avait été pris de **réduire de moitié**, d'ici 2015, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde.
- Le constat a été fait, lors du dernier SMA de juin dernier à Rome que, compte tenu des progrès réalisés jusqu'ici, cet objectif ne serait pas atteint...Pour qu'il puisse l'être, il faudrait que le nombre de sous-alimentés diminue de **22 millions** par an en moyenne, or ce rythme n'est actuellement que de 6 millions.
- En Afrique, au lieu de diminuer, la malnutrition est en progression. La Somalie, le pays le plus touché de la planète, compte **75 %** de ses habitants qui souffrent de la faim. En Asie, la malnutrition frappe d'abord la Mongolie, l'Afghanistan et la Corée du Nord.
- En 2001, **28 millions d'Africains** ont été confrontés à de graves pénuries alimentaires, dont 18 millions en Afrique de l'Est.
- Entre 1990 et 1999, l'aide publique au développement (APD) fournie par les pays de l'OCDE a reculé de **49 %** en valeur réelle.

Les inégalités agricoles entre le Nord et le Sud

- La population agricole active mondiale est de **1 milliard 300 millions** de personnes, soit la moitié de la population active totale du monde.
- En soixante ans (de 1940 à 2000), l'écart de productivité entre l'agriculture la moins performante du monde et l'agriculture la plus performante est passé de 1 à 10 à **1 à 2000**.
- Les exploitations agricoles les plus performantes atteignent aujourd'hui une productivité d'environ **20 000 quintaux** d'équivalent céréales par travailleur et par an, contre **10 quintaux** d'équivalent céréales pour un paysan du Sud qui ne travaille qu'à la main.
- Les gains de productivité ainsi obtenus ont entraîné une très forte baisse des prix agricoles réels : selon les produits, ces prix ont été **divisés par 2, 3 ou 4** au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle.

- Seuls **2 %** des actifs agricoles dans le monde possèdent un tracteur (28 millions de tracteurs pour 1 milliard 300 millions d'agriculteurs).
- **400 millions** d'actifs agricoles travaillent avec un outillage strictement manuel, ne bénéficiant que très peu de la recherche agronomique.

Dans les pays du Sud, l'accès aux ressources nécessaires à la production est limité

- Dans les quinze pays d'Amérique latine, **15 des 17 millions d'exploitations** sont des unités familiales, soit **88 %** des exploitations qui se répartissent seulement **12 %** des terres.
- En Amérique centrale, le problème de l'accès à la terre a été une des principales causes des **conflits armés des années 70-80**. Dans le cadre des accords de paix qui ont suivi, des programmes de redistribution des terres et de réformes agraires ont été engagés. Mais, très rapidement, un mouvement de contre-réforme et d'accumulation des terres par les secteurs rentiers s'est effectué, au détriment d'une petite paysannerie démunie de capital, de moyens de production et d'accès au crédit.
- Au Brésil, 9^{ème} puissance économique mondiale, près de **5 millions** de familles rurales **n'ont pas de terre** : 1 % des propriétaires possède 44 % de la terre et 53 % n'en possèdent que 3 %.
- Dans de nombreux pays, le crédit, comme le foncier, demeure inaccessible à la population, et encore plus aux couches démunies. Cette situation entraîne une extension du crédit usuraire qui, en Haïti par exemple, pratique des taux proches de **400 %**.

Des OGM dans l'aide alimentaire

- **La moitié du maïs** que le Programme alimentaire mondial (PAM) distribue actuellement aux populations d'Afrique australe provient des Etats-Unis où 30 % environ de la production a subi des modifications transgéniques.

Sources :

- Préface à l'édition 2002 de l' « Histoire des agricultures du monde » de Marcel Mazoyer et Laurence Roudart (Le Seuil)
- Plate-forme des ONG françaises pour le Sommet mondial de l'alimentation de Juin 2002
- La sécurité alimentaire : pour des politiques de développement équitable et durable – Centre international de coopération pour le développement agricole (CICDA)
- Construire une coalition mondiale contre la faim, Dossier du *Monde économie* du 12 juin 2001
- Document de la campagne Agir ici « la faim justifie les moyens ! »
- *Le Monde* du 17 août 2002.

Sécurité alimentaire et développement durable

La lutte contre la faim est à la croisée de tous les impératifs du développement durable

L'un des mérites du récent Sommet de Johannesburg est d'avoir démontré à quel point les problématiques de croissance, de protection sociale, de l'environnement et de l'agriculture s'interpénètrent. Parmi toutes les questions soulevées à cette occasion, celle de la lutte contre la faim croise les trois principaux enjeux du développement durable - social, économique et environnemental :

- socialement, la malnutrition marginalise de fait des pans entiers de la population mondiale qui ne peut espérer accéder à une quelconque forme de dignité humaine ;
- au niveau économique, la persistance de la faim dans un monde potentiellement en mesure de nourrir l'ensemble de ses habitants est révélatrice de la gravité des inégalités entre pays riches et pauvres ;
- enfin, sur le plan de l'environnement, les dégâts engendrés par le modèle agricole hyper-productiviste des pays développés plaident d'eux-mêmes en faveur d'un développement agricole non seulement plus respectueux de l'environnement, mais surtout en mesure d'assurer une alimentation saine et suffisante pour tous.

Le développement durable, pour demain. Et aujourd'hui ?

À entendre les discours sur les périls écologiques qui guettent la planète et compromettent son avenir, on ne peut éluder cette question : « agir pour demain, c'est bien, mais aujourd'hui ? » ; ou encore : « La perspective d'un développement plus responsable dans le futur nous dédouane-t-elle d'un engagement immédiat ? ». Certainement pas, car il y a urgence. Et l'on ne parviendra à éradiquer la faim qu'en engageant une action résolue contre les inégalités, c'est-à-dire en faveur d'une plus juste répartition mondiale des richesses et de la croissance.

À cet égard, le Sommet de Johannesburg n'a pas apporté les réponses attendues, puisque c'est l'agenda commercial (avec notamment le renvoi à l'OMC des négociations sur les subventions agricoles) et non celui des moyens réels du développement qui a prévalu, et que le principe de précaution continue d'être opposé à l'impératif du libre-échange.

ALIMENTERRE 2002 : la voie citoyenne du développement durable

Explorer d'autres voies pour un développement durable moins inégalitaire, plus humain. Expliquer, montrer les réalités vécues et les initiatives locales. Se mobiliser autrement, sans appareil ni tribunes, pour revendiquer le droit à « la sécurité alimentaire, partout et pour tous ». Soutenir les organisations paysannes... ALIMENTERRE 2002 veut donner un vrai contenu au développement durable. Dès maintenant.

ALIMENTERRE 2002 à l'école, dans les cantines, les centres de loisirs....

Lutter contre l'insécurité alimentaire : un sujet majeur d'éducation au développement durable

Sensibiliser les enfants et les jeunes aux problèmes du développement et de la faim dans le monde, en comprendre les raisons, découvrir en quoi les économies du Nord et du Sud sont interdépendantes, s'interroger sur les solutions possibles... ALIMENTERRE ouvre l'école à des débats et des animations pédagogiques, en s'appuyant sur la mobilisation des enseignants et des acteurs locaux de solidarité.

De nombreux supports pédagogiques

- **Un dossier pédagogique** comportant une vingtaine de fiches d'information et d'animation, conçues dans une perspective d'information factuelle, solidaire ... et ludique. De nombreux outils sont proposés, supports multimédia, jeux éducatifs et animations, comme **le « marché-santé »** (apprendre à faire ses courses pour un repas équilibré avec des produits européens ou africains), **le loto des saveurs du monde**, **le rallye épicerie** (déterminer l'origine des produits alimentaires dans le commerce), **l'atelier cuisine « fabriquons notre goûter »** (du pain ou des chapatis indiens), etc. Ce dossier, réalisé en partenariat avec Agropolis Museum, la Bergerie nationale et le Gret, est complété par les deux documents suivants.
- **Des fiches d'information réalisées par la FAO**, ainsi qu'une carte de la faim dans le monde.
- **Un supplément OKAPI**, publié dans le cadre d'un partenariat élargi entre le CFSI, Bayard Jeunesse et le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement.

Zoom sur quelques animations emblématiques...

« la faim, si vous saviez » à la Cité des Sciences : les participants répartis dans l'espace sont censés représenter la population mondiale, des assiettes évoquent la production céréalière et les tracteurs sont représentés par des chaises... un jeu qui met en scène très concrètement les enjeux d'accès et de répartition des ressources mondiales !

Découverte d'une exploitation agricole, nombreuses animations sur alimentation et agriculture... **à la Bergerie nationale de Rambouillet.**

« Cuisines d'ailleurs » dans les cantines scolaires de Besançon et de Montpellier : des menus spéciaux sont élaborés avec des produits issus du terroir (biologiques ou fermiers) et d'autres, plus exotiques, issus du commerce équitable. Les recettes tendent à illustrer la diversité des pratiques culinaires dans le monde, et des supports aident les enfants à faire le lien entre ce qu'ils ont dans leur assiette et l'origine des produits.

Les « petits-déjeuners et goûters solidaires » en vedette à Paris, Dijon et La Roche-Sur-Yon : les animateurs d'Artisans du Monde donnent à déguster des produits issus du commerce équitable... dont ils retracent les lieux de production, les conditions de commercialisation ... et la valeur ajoutée sociale qui résulte d'une juste rémunération des petits producteurs.

Le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)

Agir là-bas et ici

Créé en 1960, le Comité Français pour la Solidarité Internationale est une association reconnue d'utilité publique qui regroupe aujourd'hui 32 organisations. Le CFSI agit en faveur de la solidarité internationale et, plus particulièrement, de la lutte contre la faim, la pauvreté et les inégalités dans les pays en développement.

Sa mission est double :

- **là-bas**, soutenir des programmes de développement au profit des populations les plus pauvres. Par le biais de ses organisations membres, le CFSI aide chaque année des milliers de petits paysans à s'installer, s'équiper et produire de quoi subvenir à leurs besoins. Ces actions sont entreprises en partenariat dans la durée, avec professionnalisme et au plus près des réalités locales ;
- **ici**, sensibiliser l'opinion publique française aux enjeux du développement et de la solidarité internationale, notamment pour lutter contre la faim dans le monde.

Le Droit à une alimentation saine et suffisante

C'est le nom de la campagne lancée en 2000 par le CFSI, dont ALIMENTERRE est le principal temps fort. Ce rendez-vous désormais annuel a lieu à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation décrétée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le 16 octobre.

En 2000 et 2001, près d'une quinzaine de villes ont accueilli des manifestations préparées par un réseau d'une centaine d'organisations partenaires coordonnées par le CFSI. L'année dernière, l'opération s'est notamment déroulée sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, sous la forme d'un grand Marché alimentaire et solidaire qui a accueilli plus de 25 000 visiteurs.

Partenaires nationaux de la campagne

Agriculteurs Français pour le Développement International, CIEPAC, Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, Ingénieurs Sans Frontières, Solagral, Solidarité Laïque, Vétérinaires Sans Frontières, Agropolis Museum de Montpellier, Association Française pour la FAO, Association pour la Fondation René Dumont, Bergerie Nationale de Rambouillet, Cap Humanitaire, Fédération Artisans du Monde, GRAINE, Institut de Recherche pour le Développement, RECIDEV, Secours Populaire Français...

Campagne soutenue financièrement par le Ministère des Affaires étrangères et appuyée par le Ministère de l'Éducation Nationale.



En partenariat avec le Crédit Coopératif et OKAPI

